



Déclaration Liminaire au CDAS de l'Eure

Évreux, le 30 novembre 2023

Madame la Présidente,

L'action sociale ministérielle de proximité pour toutes et tous, construite au fil des ans avec tout le poids des organisations syndicales, subit, comme tous les services de nos administrations, le rouleau compresseur des réformes et des suppressions d'emplois.

Solidaires Finances s'oppose aux réformes qui ne peuvent que dégrader le service rendu aux agent·e·s.

Centraliser et désigner des référent·e·s pour tous les sujets gérés auparavant par les délégué·e·s, situé·e·s au plus près des agent·e·s, n'est qu'une méthode de suppressions d'emplois, bien rodée dans notre administration. Couper les moyens humains des délégations pour que, submergées de travail, elles demandent de l'aide, est également une méthode habituelle. Personne n'est dupe !

Solidaires Finances continuera à mener la lutte pour la conserver et la faire progresser ! L'action sociale n'est pas un luxe, c'est toujours une nécessité.

Solidaires Finances demande la présence du référent régional lors de chaque CDAS du département. Dès lors qu'il doit encadrer et animer l'équipe de délégué·e·s et qu'il est le garant de la bonne organisation du dialogue social au sein du CDAS, il est nécessaire que celui-ci soit présent et puisse entendre et échanger avec les représentant·e·s du personnel.

Pour **Solidaires Finances**, la restauration collective, de proximité, de qualité et à tarifs sociaux doit être proposée à tous les personnels du ministère. Il ne faut pas oublier que pour nombre de collègues, aux plus bas revenus notamment, le repas du midi est la seule possibilité d'avoir un repas complet sur la journée. La loi Egalim a majoré le coût des repas, les associations de restauration ont dû multiplier leurs efforts pour ne pas pratiquer des tarifs rédhibitoires.

Solidaires Finances revendique une augmentation de la subvention versée aux restaurants administratifs, pour permettre aux associations de gestion de fonctionner sans se retrouver au bord d'un gouffre financier en cas de baisse de fréquentation. Le Secrétariat Général a, par ailleurs, diligenté une enquête sur la restauration dont il sera intéressant d'en avoir la synthèse.

Nous rappelons au passage que le titre restaurant est une prestation d'action sociale et n'est pas du pouvoir d'achat. Bien que **Solidaires Finances** revendique une hausse de la valeur faciale jusqu'à 10 euros (avec une hausse de la participation employeur pour augmenter a minima celle de l'agent), l'augmentation du pouvoir d'achat passe nécessairement par celle des rémunérations.

Depuis le dernier CDAS, le café tricot, dernier projet retenu dans le cadre du FIL, a commencé à être mis en place et rencontre un vif succès. Ce dispositif mériterait d'en faire une large promotion auprès de l'ensemble des agents ... et certainement susciter de nouvelles vocations.

Au plan local, nous remercions l'assistante du service social, pour la production du compte rendu d'activité 2022 qui nous a fait défaut ces dernières années. Son contenu, riche en informations, suscite quelques questions que nous évoquerons au cours de la séance.

Enfin **Solidaires Finances** se satisfait de la formation qui sera délivrée aux nouveaux et nouvelles membres du CDAS, cette formation étant tant attendue et promise par le Secrétariat Général depuis plus de 15 ans.

Les représentants de Solidaires Finances au CDAS de l'Eure.